



**La mise en œuvre
du Plan d'action du G8 pour l'Afrique —
Les engagements du Canada
un an plus tard**

Mai 2003

Canada

DOCS
CA1 EA 2003C13 EXP
Canada implements the 88 Africa
Action Plan : delivering on
commitments, one year later May
2003. --
16498188

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
1 92942010 9E05 E

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada



PRIME MINISTER · PREMIER MINISTRE

En juin 2002, l'Afrique était au centre des discussions au Sommet du G8 de Kananaskis. Ce continent est aux prises avec des problèmes pressants, et des dirigeants africains avaient proposé une réponse déterminante: le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le NEPAD offre un programme d'action pratique pour répondre aux besoins de l'Afrique et tirer parti de son potentiel. À Kananaskis, les dirigeants du G8 ont adopté un Plan d'action du G8 pour l'Afrique en appui au NEPAD. À Évian, en juin 2003, nous examinerons les progrès accomplis dans sa mise en œuvre. Le présent rapport montre comment le Canada tient les engagements qu'il a pris dans le Plan d'action du G8 pour l'Afrique.

Le NEPAD et le Plan d'action du G8 pour l'Afrique marquent un nouveau point de départ dans les relations entre le G8 et les pays africains. Nous avons créé un plan directeur à cet égard. Maintenant, il faut agir. Pour les pays africains, cela signifie donner vie aux principes et aux objectifs contenus dans le NEPAD. Pour les pays du G8, cela signifie appliquer le Plan d'action pour l'Afrique, rendre plus efficace notre aide au développement et être prêts à commercer avec ce continent. Pour les milieux d'affaires, cela signifie réévaluer les occasions d'affaires en Afrique, alors que les nouvelles conditions que le NEPAD vise à créer se mettent en place. Pour la société civile plus généralement, cela signifie travailler avec des partenaires africains afin de contribuer au renouveau du continent.

Le partenariat du G8 avec le NEPAD s'inscrit dans la durée. Je me suis personnellement engagé à faire tout mon possible pour que les besoins et le potentiel de l'Afrique ne soient pas oubliés et à travailler avec des partenaires africains afin de saisir les possibilités offertes par le NEPAD.

OTTAWA
2003

La mise en œuvre du Plan d'action du G8 pour l'Afrique — Les engagements du Canada un an plus tard

Édifier un nouveau partenariat avec l'Afrique

Le Plan d'action du G8 pour l'Afrique adopté à Kananaskis le 27 juin 2002 était une pièce maîtresse du Sommet du G8. Il vise à soutenir le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), initiative africaine courageuse qui a pour but de réaliser la croissance et le développement durables sur ce continent, et ce, au moyen d'un programme intégré portant sur la gouvernance, la paix et la sécurité, l'éducation et la santé, l'agriculture et l'eau, ainsi que sur le commerce, l'investissement et d'autres aspects de la croissance économique. Le Plan d'action du G8 pour l'Afrique complète le NEPAD en définissant un nouveau partenariat entre les pays du G8 et les pays africains. Il précise également des engagements appuyant le Nouveau Partenariat. Le présent rapport explique comment le Canada a tenu ces engagements dans la première année de ce nouveau partenariat.

Les mesures prises par le Canada pour appuyer le NEPAD se fondent sur la réalité suivante, à laquelle il adhère : le plan appartient à l'Afrique, et c'est elle qui en assure le leadership. Le Canada s'est efforcé de répondre directement aux priorités établies par les partenaires africains, y compris les quatre domaines définis comme priorités pour les partenaires du développement, à savoir les maladies transmissibles, les technologies de l'information et des communications, la réduction de la dette et l'accès aux marchés. L'objectif est tout particulièrement de renforcer les capacités africaines, de rendre plus efficaces les institutions infrarégionales et panafricaines existantes, et de progresser dans la réalisation des engagements pris par rapport aux Objectifs du millénaire pour le développement, qui font tous partie intégrante du Nouveau Partenariat.

Dans son appui au Nouveau Partenariat, le Canada reconnaît l'apport personnel des chefs d'État et de gouvernement africains envers le NEPAD, car ils s'y sont engagés à promouvoir la paix et la stabilité, la démocratie, une gestion économique saine et un développement centré sur la population. Le Sommet du G8 de Kananaskis a été le premier auquel ont participé à des rencontres de travail des dirigeants de pays n'appartenant pas au G8, à savoir les présidents algérien, nigérian, sénégalais et sud-africain, qui sont quatre des architectes du Nouveau Partenariat.

Par les mesures qu'il prend, le Canada reconnaît également l'importance du fait que les peuples africains considèrent le NEPAD comme leur initiative. Dans les mois qui ont précédé le Sommet de Kananaskis, le Canada a facilité l'examen du Nouveau Partenariat par la société civile africaine, car la population africaine doit y adhérer, si l'on veut que ses objectifs se réalisent. Le Canada a consacré

2,5 millions de dollars supplémentaires pour sensibiliser la population africaine au NEPAD. Ce soutien est fourni directement à des groupes de la société civile en Afrique, de manière à respecter pleinement la propriété africaine de l'initiative du NEPAD.

Débloquer des ressources pour le développement de l'Afrique

Le Nouveau Partenariat vise à améliorer les relations de l'Afrique avec le reste du monde en ce qui concerne l'aide, le commerce et la dette, et à faire investir plus de capitaux privés sur ce continent. Le Canada a pris des mesures pour fournir des sommes et aider à générer des ressources publiques et privées importantes dans chacun de ces domaines.

Aide publique au développement

Le Canada a engagé 6 milliards de dollars en aide publique au développement (APD) pour l'Afrique, en ressources nouvelles ou existantes, sur la période de cinq ans entamée avec le Sommet de Kananaskis en 2002.

En appui aux objectifs du NEPAD et du Plan d'action du G8 pour l'Afrique, le Canada a créé le Fonds canadien pour l'Afrique, qui est doté de 500 millions de dollars. Cette somme se compose de ressources entièrement nouvelles et supplémentaires qui s'ajoutent à l'APD que le Canada accorde déjà à l'Afrique et qui s'élève à quelque 700 millions de dollars par année. Le Fonds canadien pour l'Afrique est devenu opérationnel après le Sommet de Kananaskis, sous la conduite du ministre de la Coopération internationale. Au cours de sa première année d'existence, qui s'est terminée le 31 mars 2003, le Fonds a déboursé 70 millions de dollars.

- **À compter de 2002, et pour cinq ans, le Canada consacrera 6 milliards de dollars en APD à l'Afrique.**
- **Le Canada doublera son aide internationale d'ici 2010. La moitié ou plus de cette augmentation ira à l'Afrique.**
- **La première augmentation de 1,4 milliard de dollars figurait dans le budget fédéral de février 2003.**
- **Un Fonds canadien pour l'Afrique, doté de 500 millions de dollars, a été créé pour appuyer le NEPAD et le Plan d'action du G8 pour l'Afrique.**

À Kananaskis, le premier ministre s'est également engagé à augmenter l'aide internationale de 8 p. 100 par année et à destiner la moitié au moins de ces ressources supplémentaires à l'Afrique. Le budget fédéral de février 2003 augmente en conséquence l'enveloppe de l'aide internationale accordée par le Canada jusqu'en 2004-2005, l'objectif étant de doubler le budget de l'aide d'ici 2010. Cela représente une augmentation de 1,4 milliard de dollars pendant l'exercice 2002-2003 et les deux années suivantes, la moitié au moins de cette somme allant à l'Afrique.

Commerce

Le Canada s'est engagé à éliminer les tarifs et les contingents frappant presque toutes les importations des 48 pays les moins développés (PLMD), dont 34 se trouvent en Afrique. Cette initiative relative à l'accès aux marchés est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003. Les seuls produits qui n'en bénéficient pas sont les produits laitiers, la volaille et les œufs. En accédant plus facilement aux marchés canadiens, les producteurs africains créeront des emplois et ils diversifieront leurs économies. Le Canada contribue de plus au renforcement des capacités commerciales afin de permettre aux partenaires africains de bénéficier de cet accès facilité aux marchés.

En novembre 2002, le ministre du Commerce international a dirigé la toute première mission commerciale canadienne ministérielle à se rendre en Afrique et, plus précisément, au Nigéria, au Sénégal et en Afrique du Sud. Plus de 100 entreprises canadiennes y participaient, ce qui a fait de cette mission une des plus importantes jamais dirigées par un ministre canadien du commerce.

- **Le 1^{er} janvier 2003, le Canada a éliminé les tarifs et les contingents qui frappaient la plupart des importations des PLMD, dont 34 se trouvent en Afrique.**
- **Un Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique, de 100 millions de dollars, est en train d'être constitué. Le secteur privé égalera l'apport du gouvernement.**
- **En mars 2003, le Canada a contribué une somme supplémentaire de 75 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale en faveur des pays pauvres très endettés.**
- **Le Canada a annulé toutes les dettes relatives à l'APD des pays de l'Afrique subsaharienne.**

Investissement

Le Canada est en train d'établir le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique pour que des capitaux privés soient investis dans le développement de l'Afrique. Le gouvernement du Canada y verse 100 millions de dollars afin d'inciter le secteur privé à apporter une somme équivalente, voire supérieure. Le fonds d'investissement est structuré de manière à respecter les principes du NEPAD, à savoir la bonne gouvernance, la transparence et l'adhésion aux droits de la personne, à la démocratie et à la responsabilité sociale des entreprises. La sélection du gestionnaire du fonds est en cours. Les candidats devaient démontrer une très bonne connaissance, notamment pratique, des politiques relatives à l'éthique commerciale, aux normes de responsabilité sociale et environnementale et aux conflits d'intérêts. Le gestionnaire du fonds, une structure de régie ainsi qu'un mécanisme de surveillance du rendement appropriés doivent être en place d'ici l'automne 2003.

Avec une aide canadienne de 10 millions de dollars, la Banque africaine de développement est à établir un mécanisme de préparation des projets, afin d'encourager à investir dans l'infrastructure. Ce mécanisme aidera à élaborer des projets viables, y compris des partenariats entre les secteurs public et privé. Il aidera à mobiliser des capitaux pour l'infrastructure dans des domaines clés, comme l'eau, l'énergie, les transports, et les technologies de l'information et des communications, y compris des ressources non encore utilisées pour le financement des infrastructures dans les institutions financières internationales et le secteur privé.

Allègement de la dette

En mars 2003, le Canada a versé 75 millions de dollars supplémentaires au Fonds spécial de la Banque mondiale pour l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Le Canada a décrété un moratoire du service de la dette pour sept PPTE africains et il a accepté de remettre la totalité de la dette quand les PPTE auront tenu leurs engagements, comme viennent de le faire la Tanzanie et le Bénin. Donc, dans le cadre de son initiative de réduction de la dette, le Canada s'est engagé à annuler pour plus de 1,1 milliard de dollars de dettes contractées à son égard par 17 PPTE, dont 14 se trouvent en Afrique.

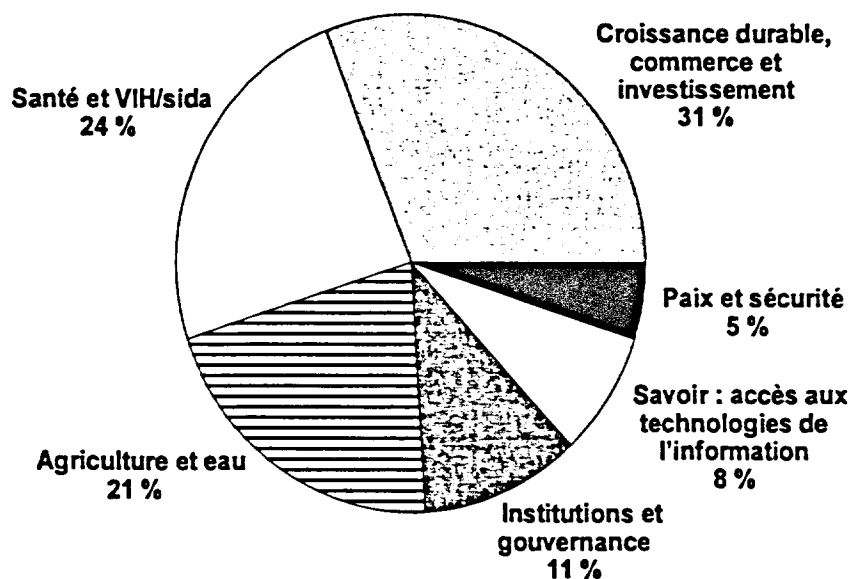
Le Canada a également annulé toutes les dettes relatives à l'APD contractées à son égard par les pays de l'Afrique subsaharienne.

Autres promesses tenues par le Canada envers l'Afrique

En plus de mobiliser des ressources publiques et privées pour le développement, le Canada tient les engagements précis énoncés dans le Plan d'action.

Au Sommet de Kananaskis, en juin 2002, le premier ministre a annoncé une série d'initiatives nationales en appui au NEPAD et au Plan d'action du G8 pour l'Afrique, dont la plupart seraient financées par le Fonds canadien pour l'Afrique doté de 500 millions de dollars. Ces mesures portent sur chacun des principaux éléments du Nouveau Partenariat, y compris ceux qui concernent chacun des pays africains le plus directement. Des montants en question, 31 p. 100 sont destinés à la croissance durable, au commerce et à l'investissement; 24 p. 100 à la santé et au VIH/sida; 21 p. 100 à l'agriculture et à l'eau; 11 p. 100 aux institutions et à la gouvernance; 8 p. 100 à l'amélioration de l'accès aux technologies de l'information; et 5 p. 100 à la paix et à la sécurité. Un an plus tard, presque toutes ces initiatives sont opérationnelles, les autres étant à un stade avancé dans leur préparation.

Le Fonds canadien pour l'Afrique



Nota : Ce graphique représente 421 millions des 500 millions de dollars du Fonds canadien pour l'Afrique affectés à des initiatives annoncées au Sommet du G8 de Kananaskis en juin 2002.

Les sections suivantes donnent un aperçu de la situation par rapport aux engagements nationaux particuliers pris par le Canada au Sommet de Kananaskis en juin 2002; elles présentent des exemples d'autres mesures adoptées pour répondre au Plan d'action du G8 pour l'Afrique de manière globale.

La croissance durable, le commerce et l'investissement

Le Nouveau Partenariat cherche, d'une part, à créer les conditions nécessaires pour que les pays africains s'engagent, séparément et collectivement, dans la voie de la croissance et du développement durables et, d'autre part, à permettre aux Africains de participer plus activement à l'économie mondiale.

■ **Le Canada a affecté plus de 20 millions de dollars en assistance technique commerciale pour aider l'Afrique à affronter la concurrence mondiale.**

Le Canada a consacré 20 millions de dollars supplémentaires au renforcement des capacités commerciales des partenaires africains pour qu'ils tirent parti d'un meilleur accès aux marchés et qu'ils défendent leurs intérêts dans les négociations de Doha en cours à l'Organisation mondiale du commerce. Cet engagement s'ajoute aux initiatives canadiennes déjà prises dans ce domaine, notamment :

- 7 millions de dollars pour le programme intégré conjoint d'assistance technique de l'Organisation mondiale du commerce et de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, afin d'aider les pays africains à mieux participer au système commercial multilatéral et à profiter de débouchés commerciaux;
- 8 millions de dollars pour le Centre du commerce international, qui a son siège à Genève (Suisse), et le Bureau canadien de promotion du commerce, afin d'apporter une assistance opérationnelle au secteur privé africain pour qu'il soit plus à même de faire du commerce international et de promouvoir ses exportations;
- 5 millions de dollars pour mettre sur pied un centre africain des politiques commerciales qui partagera les locaux de la Commission économique pour l'Afrique à Addis Ababa (Éthiopie). Un tel centre a pour but d'accroître le nombre des experts qualifiés capables de défendre les intérêts africains dans la négociation d'accords multilatéraux, d'intégrer le commerce dans les politiques économiques et de promouvoir le commerce;
- Le Canada a également fourni pour 1 million de dollars en vue de l'achat de matériel et de la mise sur pied d'activités de formation et de soutien technique menant à la création d'un marché régional des garanties financières au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui a son siège à Abidjan (Côte d'Ivoire).

La santé et le VIH/sida

Le Nouveau Partenariat reconnaît que la forte incidence de maladies transmissibles en Afrique – en particulier, le VIH/sida, la tuberculose et la malaria – constitue un obstacle majeur au développement du continent. Le Canada essaie de soutenir l'Afrique dans les efforts qu'elle déploie pour la santé et le bien-être de ses habitants.

- En plus de l'appui qu'il apporte déjà au Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, le Canada a affecté 50 millions de dollars à la recherche d'un vaccin contre le VIH/sida, conjointement à l'initiative internationale pour un vaccin contre le sida et le partenariat africain pour un vaccin contre le sida. L'initiative internationale pour un vaccin a progressé dans la mise au point et les essais de candidats vaccins contre le sida pour l'Afrique, et elle aide à mieux informer, à mieux faire comprendre et à accroître la participation nationale. Les fonds canadiens l'aident ainsi à poursuivre ses travaux.
- Le Canada a alloué 50 millions de dollars supplémentaires à la campagne mondiale qui vise à éradiquer la poliomyélite d'ici 2005, en collaboration avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé. La poliomyélite frappe encore sept pays, dont quatre en Afrique. Son éradication améliorerait la qualité de vie de millions d'Africains et libérerait des ressources dans les secteurs sanitaires et sociaux des pays africains touchés. Le Canada a été le premier des pays du G8 à promettre de nouveaux fonds à l'appui de l'engagement du G8 de fournir les ressources financières nécessaires. La contribution du Canada permet à l'UNICEF et à l'OMS de réaliser des tâches essentielles sur le terrain comme la vaccination.
- Le Canada a affecté 1,5 million de dollars au développement de l'enfant en Afrique, par l'intermédiaire de programmes pour les enfants et les jeunes, avec l'appui de Right to Play [le droit de jouer], organisation non gouvernementale qui a son siège à Toronto. Les communautés qui vivent dans les camps de réfugiés de la Corne de l'Afrique sont les premières bénéficiaires de ces programmes qui contribuent au développement physique et psychologique des enfants.

■ **50 millions de dollars à la recherche d'un vaccin contre le VIH/sida et pour des programmes de prévention et de traitement de cette maladie.**

■ **50 millions de dollars pour aider à éradiquer la poliomyélite d'ici 2005.**

- Le Canada fournit également plus de 70 millions de dollars pour appuyer, sur cinq ans, des programmes de prévention et de traitement du VIH/sida en Afrique subsaharienne en consolidant les efforts des groupes communautaires locaux, en donnant de la formation professionnelle et en travaillant avec les femmes et les enfants pour qu'ils soient mieux informés au sujet de la prévention et des stratégies palliatives.

L'agriculture et l'eau

Le NEPAD insiste sur le fait que l'amélioration de la performance agricole est indispensable au développement économique du continent. Le Canada appuie l'Afrique dans les efforts qu'elle déploie pour parvenir à la sécurité alimentaire, pour augmenter la productivité agricole et pour améliorer durablement l'accès sûr et adéquat à de l'eau potable et à des installations sanitaires, tout spécialement pour les pauvres.

■ **Le Canada a affecté 40 millions de dollars à l'aide à la recherche sur la productivité agricole.**

■ **Le Canada a affecté 50 millions de dollars à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires.**

■ **Le Canada a fourni plus de 100 millions de dollars d'aide humanitaire pour soulager de la famine.**

- Le Canada a affecté 40 millions de dollars à l'aide à la recherche sur la productivité agricole en Afrique, conjointement avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Ainsi les 16 centres de recherche agricole du GCRAI feront plus de travaux sur l'Afrique, en se concentrant sur les besoins des petits exploitants agricoles et des femmes productrices. Certains des centres de recherche du GCRAI ont leur siège social en Afrique, soit à Bouaké (Côte d'Ivoire), à Nairobi (Kenya) et à Ibadan (Nigéria).

- Le Canada a affecté 50 millions de dollars à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires en Afrique, en travaillant avec divers partenaires africains et en collaboration avec le Partenariat mondial pour l'eau, alliance non gouvernementale internationale qui encourage à une gestion intégrée des ressources en eau.

- En mai 2003, l'Agence canadienne de développement international a adopté un nouvel énoncé de politique — L'agriculture au service du développement durable — qui répond directement à trois éléments du Plan d'action du G8 pour l'Afrique : faire de l'appui à l'agriculture une plus grande priorité internationale; viser à réduire la pauvreté grâce à une productivité durable et à une compétitivité accrue; et s'efforcer d'améliorer la sécurité alimentaire. Le Canada investira donc plus dans le secteur agricole. À l'heure actuelle, il lui consacre environ 95 millions de dollars par an, et il devrait lui en consacrer 300 millions durant l'exercice 2005-2006, l'objectif étant d'arriver à un investissement annuel de 500 millions de dollars d'ici 2007-2008. L'Afrique profitera d'une part importante de ces ressources.
- Depuis le Sommet de Kananaskis, en juin 2002, le Canada a également fourni pour plus de 100 millions de dollars en aide humanitaire en réponse aux graves pénuries alimentaires que connaît l'Afrique, surtout les régions les plus touchées que sont l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est. Cette somme inclut plus de 10 millions pour l'Angola et plus de 40 millions pour l'Éthiopie.
- Agriculture et Agroalimentaire Canada a signé des protocoles d'entente et des accords de recherche avec des instituts scientifiques en Égypte et au Ghana afin de faciliter la recherche et la formation concertées pour répondre aux priorités de l'Afrique en matière de recherche pour le développement agricole. Le Centre canadien de télédétection travaille en collaboration avec le Comité sur les satellites d'observation de la Terre afin de promouvoir l'utilisation de l'observation de la Terre au service du développement durable en Afrique, notamment pour l'agriculture et l'eau, et d'offrir les formations nécessaires.

Les institutions et la gouvernance

Le NEPAD insiste sur le fait que la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de la personne figurent parmi les conditions nécessaires au développement durable de l'Afrique. En instaurant un mécanisme africain d'examen par les pairs, les dirigeants de l'Afrique ont souligné toute l'importance d'une gouvernance économique, politique et commerciale transparente.

■ **28 millions de dollars sont affectés à l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur public.**

- Le Canada a affecté 28 millions de dollars au renforcement des capacités du secteur public des pays africains par l'intermédiaire d'une entente novatrice avec la Fondation africaine pour le renforcement des capacités, une institution panafricaine qui a son siège à Harare (Zimbabwe). Les fonds servent à consolider la capacité de la Fondation et à aider les pays du continent à s'attaquer à des questions cruciales comme la responsabilité financière, les politiques économiques et la participation publique à la gouvernance. Le secteur public canadien offre également ses compétences par l'intermédiaire du Centre canadien de gestion.
- Le Canada a alloué 9 millions de dollars pour donner plus de poids aux parlements et aux parlementaires africains, en améliorant notamment la supervision parlementaire – un objectif explicite du NEPAD – et pour renforcer le rôle des femmes au sein des gouvernements. Les activités initiales portent sur la mission et les méthodes des parlements dans la lutte contre la corruption. Ce projet, auquel participent des parlementaires africains, est réalisé avec le concours du Centre parlementaire d'Ottawa.
- Le Canada a affecté 6 millions de dollars à l'amélioration de la gouvernance locale en collaboration avec des partenaires africains, y compris l'Union africaine des autorités locales, l'objectif étant de définir de nouvelles approches pour répondre aux besoins fondamentaux des communautés, comme l'accès à l'eau, l'hygiène et les services de santé, domaines où les municipalités jouent maintenant un rôle important. Le travail initial, entrepris avec le concours de la Fédération canadienne des municipalités, visait principalement à repérer les pratiques exemplaires et à les faire connaître.
- L'égalité des sexes, qui est une priorité de l'aide au développement canadienne en Afrique, fait partie de tous les programmes de l'Agence canadienne de développement international. Plus de 20 millions de dollars ont été affectés au soutien des groupes de la société civile dans plusieurs pays d'Afrique. Le Canada appuie leurs activités dans trois domaines : promotion des droits de la femme et de son autonomie économique et politique, prévention de la violence contre les femmes, et prise en compte de la situation des femmes dans les conflits armés.

Le savoir : améliorer l'accès à l'éducation et au numérique

Grâce au Nouveau Partenariat, les dirigeants africains s'engagent à promouvoir un développement centré sur la population. Le Canada appuie l'Afrique dans les efforts qu'elle déploie pour améliorer la qualité de vie de ses habitants de diverses manières, y compris en soutenant les efforts africains pour améliorer l'accès à l'éducation et aux technologies de l'information et des communications.

- Le Canada s'est engagé à doubler son investissement dans l'enseignement de base en Afrique pour le porter à 100 millions de dollars par an d'ici 2005. C'est ainsi que le Mozambique et la Tanzanie ont déjà bénéficié d'une affectation spéciale de 50 millions de dollars à titre d'aide supplémentaire, cette aide étant mise à la disposition de chaque pays pour cinq ans.
- Le Canada a alloué des ressources importantes pour appuyer les efforts africains destinés à tirer profit des technologies de l'information et des communications et ainsi accélérer la croissance économique et sociale, faciliter l'accès à l'éducation et améliorer la prestation de services dans les communautés pauvres du continent. Le Canada a fourni 35 millions de dollars pour trois initiatives :
 - le Réseau de ressources pour l'élaboration d'une cyberpolitique pour l'Afrique, qui aidera les pays à élaborer des stratégies, des politiques et des règlements pour le secteur des technologies de l'information et des communications; le réseau reliera les partenaires africains par l'intermédiaire d'un centre installé dans les locaux de la Commission économique pour l'Afrique à Addis Ababa (Éthiopie);
 - l'initiative Connectivité Afrique, qui vient en aide tant à la recherche-développement qu'à l'utilisation novatrice des technologies de l'information et des communications, notamment dans l'éducation, la santé et le développement économique et communautaire; plusieurs partenaires africains participent à cette initiative aux côtés du Centre de recherches pour le développement international et de l'Open Knowledge Network;
 - le réseau pour l'entrepreneurship Enablis, une initiative sans but lucratif dirigée par le secteur privé qui a pour mandat d'aider les petites et les moyennes entreprises africaines à utiliser les technologies de l'information et des communications.

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ Doubler l'investissement canadien dans l'enseignement de base en Afrique pour le porter à 100 millions de dollars par année d'ici 2005. ■ Plus de 35 millions de dollars pour aider l'Afrique à combler le fossé numérique. |
|--|

- Le Canada a affecté 12 millions de dollars supplémentaires en aide à l'Université virtuelle africaine, implantée à Nairobi (Kenya), pour qu'elle étende son réseau de centres d'apprentissage communautaires et ses programmes de téléapprentissage dans les disciplines en rapport avec le Nouveau Partenariat.
- Le Canada a également versé 5 millions de dollars pour des projets de formation commerciale utilisant les technologies de l'information et des communications qui sont offerts en liaison avec Franconet, le réseau Internet des communautés francophones nationales, et avec des instituts de technologie qui ont pour but d'accroître la capacité de l'Internet et l'accès à la Toile ainsi que la formation connexe dans 20 pays francophones d'Afrique.

La paix et la sécurité

Le Nouveau Partenariat insiste sur le fait que la paix, la sécurité et les droits de la personne figurent parmi les conditions nécessaires au développement durable de l'Afrique. Par le biais du NEPAD, les dirigeants africains ont assumé une responsabilité commune par rapport à des obligations précises. Le Canada les soutient également dans leurs efforts sur tous ces plans.

- Le Canada a consacré 15 millions de dollars pour promouvoir la paix et la sécurité et rendre les communautés plus sûres en Afrique de l'Ouest. Cette initiative, entreprise conjointement avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui compte 15 membres, vise à renforcer les capacités dans trois domaines essentiels, à savoir les opérations de paix, y compris le maintien de la paix, le contrôle de la circulation des armes légères et de petit calibre, et le maintien de l'ordre. Les fonds canadiens versés au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, nouvellement créé à Accra (Ghana), servent à financer l'élaboration du programme d'études et la formation des enseignants.
- Le Canada a affecté 4 millions de dollars au maintien de la paix et de la sécurité, par l'intermédiaire de la jeune Union africaine. Il s'agit là aussi d'un des objectifs prioritaires du Nouveau Partenariat. Quand les arrangements en cours avec l'Union africaine seront conclus, celle-ci sera plus à même de remplir son mandat en ce qui concerne la prévention et le règlement des conflits, et ce, en améliorant ses systèmes d'alerte avancée, sa capacité de médiation et son aptitude à déployer des missions d'observation et à protéger les civils en cas de conflit armé.
- Par ailleurs, le Canada appuie davantage les efforts africains visant à rétablir la paix et à la consolider. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères a nommé des envoyés spéciaux qui ont participé activement à la recherche de la paix en République démocratique du Congo et au Soudan, et

le ministre des Affaires étrangères soudanais est venu en visite officielle au Canada en mai 2003 dans le cadre du processus de paix. Depuis 2002, le Canada a également fourni plus de 6,7 millions de dollars pour soutenir les processus de réconciliation, les tribunaux et l'appareil judiciaire en Sierra Leone et au Rwanda. Il a aussi affecté plus de 17 millions de dollars à la consolidation de la paix par le désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des anciens combattants, grâce à des initiatives communautaires auxquelles participent les femmes et les enfants, et à des activités connexes pour protéger les enfants au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Nigéria, en Ouganda, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, en Somalie et au Soudan. Le Canada continue également de soutenir tout effort destiné à renforcer les capacités africaines en ce qui concerne la protection physique et juridique des civils dans les conflits armés, y compris par la mise sur pied en Guinée, avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, d'un projet pilote visant à renforcer la sécurité dans les camps de réfugiés.

- Le Canada a continué de montrer l'exemple en s'attaquant au problème des mines antipersonnel en Afrique, qui est le continent le plus touché. En 2002, le Canada a fourni plus de 3,3 millions de dollars pour des initiatives de déminage, d'information sur les risques que représentent les mines et de destruction des stocks en Angola, en Érythrée, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, en Mauritanie, au Mozambique, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Soudan, au Tchad et en Tunisie. Le budget de février 2003 alloue 72 millions de dollars sur les cinq prochaines années à la reconstitution du Fonds canadien contre les mines terrestres en Afrique et ailleurs. Le Canada a également montré l'exemple au sein du groupe des ambassadeurs du G8 pour l'action contre les mines qui a convenu de soutenir davantage les activités antimines menées en Afrique. Le Canada encourage également d'autres donateurs, y compris les institutions financières internationales et les institutions multilatérales de développement, à contribuer davantage financièrement à l'action antimines en Afrique et à inscrire celle-ci dans leurs stratégies pour les pays africains où les mines constituent un obstacle au développement.
- Le Canada applique pleinement les lignes directrices sur les pratiques exemplaires en matière de transfert d'armes légères, adoptées en décembre 2002 par les pays membres des Arrangements de Wassenaar, une tribune gouvernementale d'envergure internationale où sont examinées des questions relatives aux armes conventionnelles. Le Canada, qui continuera d'insister sur l'application et le renforcement des mécanismes multilatéraux pertinents, a encouragé la société civile africaine à participer à la création de centres de liaison nationaux pour mettre en œuvre la Déclaration de Nairobi sur la prolifération des armes légères et de petit calibre jugées illégales dans la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique.

- En janvier 2003, le Canada a mis en vigueur une loi donnant effet à ses obligations dans le cadre du Processus de Kimberley. Un tel régime impose de certifier les diamants bruts importés sur le territoire canadien ou exportés à partir de ce territoire.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ 15 millions de dollars sont affectés au renforcement de la sécurité des communautés de l'Afrique de l'Ouest. ■ 4 millions de dollars sont affectés au soutien des activités de l'Union africaine en matière de résolution et de prévention des conflits. |
|---|

Rendre l'aide plus efficace

Le Canada a rendu public en septembre 2002 un nouvel énoncé de politique sur le renforcement de l'aide au développement. Les principes clés sur lesquels se fonde la politique incluent la propriété locale et l'adoption d'approches axées sur des stratégies cohérentes et l'atteinte de résultats. La politique tient compte des principaux facteurs d'efficacité des investissements, tels que la gouvernance, la consolidation des capacités et la participation de la société civile.

- Conformément à la politique de l'Agence canadienne de développement international en faveur d'une assistance plus efficace, le gouvernement canadien a désigné neuf pays qui seront admissibles à une aide accrue au développement, et ce, par suite d'une augmentation de l'aide canadienne au développement international. Six d'entre eux se trouvent en Afrique : l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, le Mozambique, le Sénégal et la Tanzanie. Ils ont été choisis parmi les pays à faible revenu avec lesquels le Canada entretenait déjà des relations en matière d'aide au développement.
- Dans le Plan d'action du G8 pour l'Afrique, les partenaires du G8 se sont engagés à former des partenariats renforcés avec les pays africains, partenariats qui iront au-delà de l'aide au développement. Ces pays doivent respecter les principes du Nouveau Partenariat, y compris les engagements politiques et financiers à l'égard de la bonne gouvernance et de la primauté du droit. Le Canada a décidé de se fier aux résultats de ce processus africain d'examen par les pairs du NEPAD, et il ne prendra pas de décision en ce qui concerne de tels partenariats avant de connaître les résultats de cet examen.
- En 2002, le Canada est devenu le premier partenaire de développement à inclure une participation africaine dans l'évaluation par les pairs de son aide publique au développement, laquelle évaluation a été entreprise par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de

développement économiques, principale instance réunissant les pays donateurs. La participation africaine à cet examen répondait à l'invitation de l'Afrique elle-même à fonder le Nouveau Partenariat sur la responsabilité partagée, le respect mutuel et l'imputabilité.

- Pour gagner en efficacité, l'aide au développement canadienne est alignée sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Le Canada recourt pleinement aux nouvelles approches de l'aide au développement, comme l'aide budgétaire directe, les programmes d'assistance sectorielle, les systèmes de compte rendu simplifiés et la coordination nationale renforcée. À l'appui de cet effort, la présence sur le terrain sera renforcée de façon opérationnelle et les ressources de l'administration centrale et des bureaux seront rajustées afin de faciliter l'exécution des programmes.

Le Sommet du G8 d'Évian

L'Afrique occupera également une place importante au Sommet du G8 de 2003, à Évian-les-Bains (France). Les dirigeants du G8 y examineront les progrès accomplis dans la mise en œuvre de leur Plan d'action pour l'Afrique. Ils chercheront également à maintenir le dialogue avec les partenaires africains et avec d'autres donateurs importants au sujet du NEPAD.

Entre autres questions qu'examineront en outre les dirigeants du G8 figurent l'amélioration de l'accès aux médicaments essentiels, la promotion de la recherche sur les maladies négligées et la reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme; la réduction des subventions agricoles et le renforcement des capacités de prévention ou d'atténuation des famines en Afrique; des mesures destinées à améliorer la transparence dans les transactions économiques portant sur des ressources naturelles; et des mesures visant à endiguer le flot d'armes légères et de petit calibre. Tout cela se rapporte aux engagements pris dans le Plan d'action du G8 pour l'Afrique.

Les dirigeants du G8 examineront également un plan conjoint G8-Afrique visant à renforcer les capacités africaines pour ce qui est de déployer des opérations de paix, engagement qui figure aussi dans le Plan d'action du G8 pour l'Afrique. Le Canada a joué un rôle clé dans l'élaboration de l'avant-projet du plan.

Le partenariat entre le G8 et le NEPAD est à long terme et il en va de même de l'appui du Canada à ce dernier. Des progrès importants ont été accomplis depuis Kananaskis dans la réalisation des engagements pris par le Canada dans le Plan d'action du G8 pour l'Afrique. Le Canada reste attaché à ce nouveau partenariat en appui au NEPAD et il continuera de donner la priorité, à l'échelle gouvernementale, à la réalisation du Plan d'action.

Pour plus de renseignements sur les différents engagements pris par le Canada pour réaliser le Plan d'action du G8 pour l'Afrique, notamment au moyen du Fonds canadien pour l'Afrique, veuillez consulter le site Web suivant : www.acdi-cida.gc.ca/fondscanadienafrique.

Notes

.63718554(E).63718566(F)
~~.63718554(E)~~

doc
CA1
EA
2003C13
EXF



**Canada Implements the
G8 Africa Action Plan:
Delivering on Commitments,
One Year Later**

May 2003

Canada



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada



PRIME MINISTER · PREMIER MINISTRE

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

NOV 23 2004

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Africa was the focus of the G8 Summit in Kananaskis in June 2002. The challenges confronting Africa are compelling and African leaders have put forward a compelling response — the New Partnership for Africa's Development. NEPAD offers a practical program of action to respond to Africa's need and to build upon Africa's potential. At Kananaskis, G8 leaders adopted the G8 Africa Action Plan in support of NEPAD. At Evian, in June 2003, we will review the progress made in implementing this action plan. This report demonstrates how Canada is delivering on its commitments under the G8 Africa Action Plan.

The New Partnership for Africa's Development and the G8 Africa Action Plan mark a new departure point in the relationship between G8 and African countries. We created a blueprint for a new relationship. Now action must follow. For African countries, this means giving life to the principles and objectives that are contained in NEPAD. For G8 countries, it means bringing into effect our Africa Action Plan, making our development assistance more effective and ensuring that we are open for business with Africa. For the business community, it means reassessing business opportunities in Africa as the new conditions that NEPAD seeks to create take hold. For civil society generally, taking action means working with African partners in support of the continent's renewal.

The G8 partnership with NEPAD is for the long term. I am personally committed to do everything I can to ensure that Africa's need and potential are not ignored, and to work with African partners to ensure that we seize the opportunity that NEPAD provides.

OTTAWA
2003

16 498188 (e) b 3718554
16 498189 (e) b 3718566

Canada Implements the G8 Africa Action Plan: Delivering on Commitments, One Year Later

Building a new partnership with Africa

The G8 leaders adopted the Africa Action Plan at the Kananaskis G8 Summit on June 27, 2002, as a centrepiece of the summit. The action plan supports the New Partnership for Africa's Development (NEPAD), a bold African initiative to achieve sustainable growth and development in Africa through an integrated program that addresses governance; peace and security; education and health; agriculture and water; and trade, investment, and other aspects of economic growth. The G8 Africa Action Plan complements NEPAD by defining a new partnership between G8 and African countries. It also sets out specific commitments in support of NEPAD. This report outlines Canada's response to these commitments in the first year of this new partnership.

Canada's actions in support of NEPAD have been governed by respect for Africa's ownership and leadership of the NEPAD initiative. Canada has sought to respond directly to priorities identified by African partners, including the four areas identified as priorities for development partners: communicable diseases, information and communications technologies, debt reduction, and market access. A strong emphasis has been placed on capacity building in Africa, on enhancing the effectiveness of existing sub-regional and pan-African institutions, and on making progress toward Millennium Development Goal commitments, all of which are integral to NEPAD.

Canada's support for NEPAD recognizes the personal involvement of African heads of state and government in the process and their pledge to promote peace and stability, democracy, sound economic management, and people-centred development. The G8 Summit at Kananaskis was the first to involve the participation, within the working portion of the summit, of non-G8 leaders, namely the presidents of Algeria, Nigeria, Senegal, and South Africa, who are four of the architects of NEPAD.

Through its actions, Canada has also recognized that it is important for the people of Africa to claim NEPAD as their own. In the months leading up to the Kananaskis Summit, Canada facilitated discussion of NEPAD by civil society in Africa, recognizing that the initiative must be embraced by the people if its objectives are to be achieved. Canada has dedicated \$2.5 million for further public outreach. This support is being provided directly to civil society groups, to fully respect African ownership of the NEPAD initiative.

Unlocking resources for Africa's development

NEPAD seeks to improve the aid, trade and debt relationships between Africa and the rest of the world and to increase private capital flows to the continent. Canada has taken steps to provide and help generate additional public and private sector resources in each of these areas.

Official development assistance

Canada has committed \$6 billion in official development assistance (ODA) for Africa in new and existing resources over the five-year period beginning with the Kananaskis Summit in 2002.

Canada established the \$500-million Canada Fund for Africa to support the objectives of NEPAD and the G8 Africa Action Plan. This is in addition to Canada's existing ODA for Africa, which amounts to about \$700 million a year. The Canada Fund for Africa became operational following the Kananaskis Summit, under the guidance of the Minister for International Co-operation. In its initial year of operation, ending March 31, 2003, the fund disbursed \$70 million.

- **Canada will provide \$6 billion in ODA to Africa over five years starting in 2002.**
- **Canada will double its international assistance by 2010. Half or more of this increase will go to Africa.**
- **The first \$1.4 billion increase was included in the February 2003 federal budget.**
- **A \$500 million Canada Fund for Africa was created in support of NEPAD and the G8 Africa Action Plan.**

At Kananaskis, the Prime Minister also committed to increasing international assistance by eight per cent a year and to directing half or more of these additional resources to Africa. Accordingly, the federal budget of February 2003 increased Canada's international assistance envelope through 2004-5 to double the assistance budget by 2010. This translates into an increase of \$1.4 billion in the 2002-3 fiscal year and the two subsequent years, of which half or more will be directed to Africa.

Trade

Canada committed to eliminating tariffs and quotas on almost all imports from the 48 countries that the United Nations has termed "least developed countries" (LDCs), 34 of which are in Africa. This market access initiative took effect on Jan. 1, 2003. The only goods to be exempted are dairy products, poultry, and eggs. Improved access to Canadian markets will help African producers to generate employment and diversify their economies. Canada is providing additional trade-related capacity building to enable African partners to benefit from this increased market access.

In November 2002, the Minister for International Trade headed the first ever ministerial-led Canadian trade mission to Africa, visiting Nigeria, Senegal, and South Africa. More than 100 Canadian companies participated, making this mission one of the largest ever led by a Canadian trade minister.

- **On Jan. 1, 2003, Canada eliminated tariffs and quotas on almost all imports from LDCs, 34 of which are in Africa.**
- **The Canada Investment Fund for Africa is being established with \$100 million in public funds to be matched by the private sector.**
- **In March 2003, Canada contributed an additional \$75 million to the HIPC Trust Fund at the World Bank.**
- **Canada has cancelled all official development assistance debts of sub-Saharan African countries.**

Investment

Canada is establishing the Canada Investment Fund for Africa to leverage private sector investment in support of Africa's development. The government is contributing \$100 million to the investment fund to leverage an equivalent amount, or more, from the private sector. The investment fund is structured to ensure respect for NEPAD principles, including good governance; transparency; and adherence to human rights, democracy, and corporate social responsibility. A fund manager is being selected. Candidates were required to demonstrate a clear understanding and prior application of policies relating to business ethics, environmental and social responsibility standards, and conflict of interest. The fund manager and an appropriate governance structure and performance-monitoring arrangement are due to be in place by the fall of 2003.

With \$10 million in Canadian support, the African Development Bank is setting up a project preparation facility to encourage investment in infrastructure and to develop viable project proposals, including public-private partnerships. It will thus help to mobilize financing for infrastructure in key areas such as water, energy, transportation, and information and communications technologies, including existing untapped resources for infrastructure financing at international financial institutions and from the private sector.

Debt relief

In March 2003, Canada contributed an additional \$75 million to the World Bank-administered Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Trust Fund. Canada maintains a debt service moratorium for seven HIPC countries in Africa and has agreed to forgive all debt once HIPC commitments are met, as it has done recently for Tanzania and Benin. Under the terms of the Canada Debt Initiative, Canada has committed to forgiving over \$1.1 billion in debts owed to Canada by 17 HIPC countries, 14 of which are in Africa.

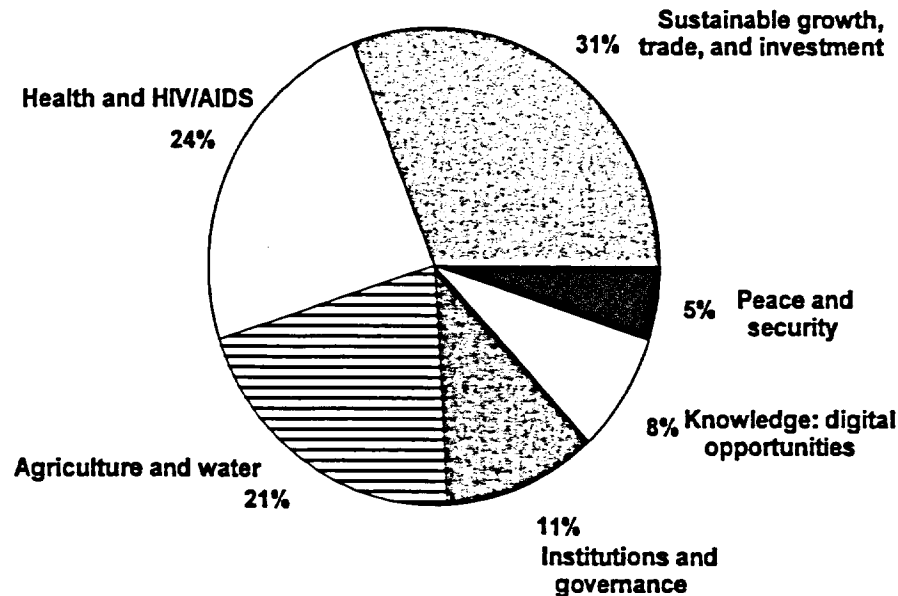
Canada has also cancelled all official development assistance debts owed to it by sub-Saharan African countries.

Delivering on Canada's other commitments to Africa

In addition to providing and helping to generate additional public and private resources for development, Canada is implementing the specific commitments of the G8 Africa Action Plan.

At the Kananaskis Summit in June 2002, the Prime Minister announced a series of national initiatives in support of NEPAD and the G8 Africa Action Plan, most of which would be funded by the \$500-million Canada Fund for Africa. These initiatives address each of the principal elements of NEPAD, including those that affect individual people in Africa most directly. The allocation is 31 per cent for sustainable growth, trade, and investment; 24 per cent for health and HIV/AIDS; 21 per cent for agriculture and water; 11 per cent for institutions and governance; eight per cent for knowledge: digital opportunities; and five per cent for peace and security. One year later, virtually all of these initiatives are in place, with the remaining few at an advanced stage of preparation.

Canada Fund for Africa



Note: This chart reflects the allocation of \$421 million of the \$500 million Canada Fund for Africa for initiatives announced at the Kananaskis G8 Summit in June 2002.

The following sections give an overview of the status of the specific national commitments Canada made at the Kananaskis Summit in June 2002 and provide examples of other actions taken to respond to the G8 Africa Action Plan as a whole.

Sustainable growth, trade, and investment

NEPAD seeks to create the conditions necessary to place African countries, individually and collectively, on a path to sustainable growth and development and to enable Africa to participate more actively in the world economy.

■ **Canada has committed more than \$20 million in trade-related technical assistance to help Africa compete globally.**

Canada has committed an additional \$20 million in trade-related capacity building to assist African partners in taking advantage of increased market access and in representing their interests more effectively in the ongoing Doha Round of World Trade Organization negotiations. This commitment supplements existing Canadian trade-related capacity building for Africa, and includes:

- \$7 million for the Joint Integrated Technical Assistance Program of the World Trade Organization and the United Nations Conference on Trade and Development to support African countries in better participating in the multilateral trading system and in taking advantage of trade opportunities;
- \$8 million for the International Trade Centre, based in Geneva, Switzerland, and for Trade Facilitation Office Canada to provide practical assistance in enhancing the capacity of the African private sector to do business internationally and to promote their exports; and,
- \$5 million to develop the Africa Trade Policy Centre based at the Economic Commission for Africa, in Addis Ababa, Ethiopia, in order to increase the number of qualified experts able to represent African interests in negotiating multilateral agreements, integrating trade into economic policy, and promoting trade.
- Canada has also provided \$1 million in equipment, training and technical support toward establishing a market for financial securities within the Economic and Monetary Union of West Africa, based in Abidjan, Côte d'Ivoire.

Health and HIV/AIDS

NEPAD identifies the widespread incidence of communicable diseases in Africa — in particular, HIV/AIDS, tuberculosis and malaria — as a major impediment to the continent's development. Canada has supported African efforts to ensure the health and well-being of the people of Africa.

- Canada has committed \$50 million to HIV/AIDS vaccine research in conjunction with the International AIDS Vaccine Initiative and the African AIDS Vaccine Partnership. This is in addition to existing Canadian support for the Global Fund to Fight HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria. The international vaccine initiative has advanced in developing and testing potential AIDS vaccines designed for Africa and has increased awareness, understanding and national involvement. Its work has received a boost with the Canadian contribution.

■ **\$50 million has been committed for research for an HIV/AIDS vaccine and additional support for HIV/AIDS treatment and prevention programs.**

■ **\$50 million has been committed to help eradicate polio by 2005.**

- A further \$50 million has been committed to the global campaign to eradicate polio by 2005, in collaboration with UNICEF and the World Health Organization. Polio still afflicts seven countries, of which four are in Africa. Its eradication would improve the quality of life for millions in Africa and free up resources within the health and social sectors in affected African countries. Canada was the first of the G8 countries to pledge new funds in support of the G8's promise to provide the financial resources necessary. Canada's contribution enables UNICEF and WHO to carry out critical work, such as vaccination.
- Canada has committed \$1.5 million to child development in Africa through programs for children and youth, with support from Right to Play, a Toronto-based non-governmental organization. Communities in refugee camps in the Horn of Africa are the first beneficiaries of these programs, which contribute to the physical and psychological development of children.
- Canada is also contributing over \$70 million for HIV/AIDS treatment and prevention programs in sub-Saharan Africa over five years — by strengthening local community groups, providing professional training, and working with women and children to improve knowledge of prevention and palliative strategies.

Agriculture and water

NEPAD emphasizes that improved agricultural performance is a prerequisite for economic development on the continent. Canada is supporting African efforts to achieve food security, to increase agricultural productivity and to improve sustainable access to safe and adequate drinking water and sanitation, especially for the poor.

- **Canada has committed \$40 million for research on agricultural productivity.**
- **Canada has committed \$50 million to improve water management and access to fresh water and sanitation.**
- **Canada has provided more than \$100 million in humanitarian aid to relieve famine.**

- Canada has committed \$40 million for research on agricultural productivity in Africa, in conjunction with the Consultative Group on International Agricultural Research. As a result, all of the consultative group's 16 agricultural research centres are increasing their Africa-specific research, focusing on the needs of small-scale farmers and women producers. In Africa, the consultative

group has research centres headquartered in Bouaké, Côte d'Ivoire; Nairobi, Kenya; and Ibadan, Nigeria.

- Canada has committed \$50 million to improve water management and access to fresh water and sanitation in Africa, working with various African partners and in conjunction with the Global Water Partnership, an international, non-governmental alliance that promotes integrated water-resources management.
- In May 2003, CIDA adopted a new policy statement, Promoting Sustainable Development Through Agriculture, which responds directly to three elements of the G8 Africa Action Plan: making support for agriculture a higher international priority; reducing poverty through sustainable productivity and enhanced competitiveness; and working to improve food security. As a result, Canada will increase its investment in the agricultural sector from a current level of about \$95 million annually to \$300 million in fiscal year 2005–6, to reach an annual investment of \$500 million by fiscal year 2007–8. Africa will benefit from a significant portion of these resources.
- Since the Kananaskis Summit in June 2002, Canada has responded to food shortages in Africa with more than \$100 million in humanitarian aid for the areas most severely affected, such as Southern and Eastern Africa. This includes over \$10 million for Angola and over \$40 million for Ethiopia.
- Agriculture and Agri-Food Canada has signed memorandums of understanding and research agreements with scientific institutions in Egypt and Ghana to facilitate collaborative research and training to address Africa's agricultural development research priorities. The Canadian Centre for Remote Sensing is working with the Committee for Earth Observation Satellites to promote and provide training on the use of earth observation to support sustainable development in Africa, including in the areas of agriculture and water.

Institutions and governance

NEPAD emphasizes that democracy, good governance and human rights are also among the conditions for sustainable development in Africa. In establishing an African peer-review mechanism, African leaders have underscored the importance of transparent economic, corporate, and political governance.

■ **\$28 million has been committed to improve public sector governance and transparency.**

- Canada has committed \$28 million toward public sector capacity building in African countries through an innovative arrangement with the African Capacity-Building Foundation, a pan-African institution based in Harare, Zimbabwe. The funding is being used to strengthen the foundation's capacity and to help individual African countries to address such crucial issues as financial accountability, economic policy, and public participation in governance. Canadian public sector expertise is also made available through the Canadian Centre for Management Development.
- Canada has committed \$9 million to strengthening the role of African parliaments and parliamentarians, including improving parliamentary oversight — an explicit objective of NEPAD — and reinforcing the role of women in government. Initial activities focus on ways that parliaments can fight corruption. This project, which involves the participation of African parliamentarians, is being carried out with support from the Ottawa-based Parliamentary Centre.
- Canada has committed \$6 million toward improving local governance by working with African partners, including the African Union of Local Authorities, to develop new approaches to providing basic community needs. These basic needs include access to water, sanitation and health services — areas in which municipalities are now playing an important role. Initial work, undertaken with the support of the Federation of Canadian Municipalities, has focused on identifying and disseminating best practices.
- Gender equality is a priority for Canadian development assistance in Africa and is integrated into every CIDA program. More than \$20 million have been committed to civil society groups in several African countries. Canada supports civil society activities that promote the rights and the political and economic empowerment of women, supports campaigns to prevent violence against women, and examines the situation of women in conditions of armed conflict.

Knowledge: Education and digital opportunities

Through NEPAD, African leaders pledge to promote people-centred development. Canada is supporting African efforts to improve the quality of life of the people of Africa in a number of ways, including by supporting African efforts to expand access to education and to information and communications technologies.

- Canada has committed to doubling its investment in basic education in Africa to \$100 million a year by 2005. In line with this, Mozambique and Tanzania have already benefited from a specific allocation of \$50 million in additional support made available to each of them over five years.
- Significant resources have been committed to support African efforts to make use of information and communications technologies (ICTs) to accelerate economic and social growth, to enhance access to education, and to improve the provision of services to poor communities across the continent. Canada has committed \$35 million to three initiatives:
 - the e-Policy Resource Network for Africa, which will help countries develop strategies, policies and regulations relating to the ICT sector, and which will link African partners through a centre located at the Economic Commission for Africa, in Addis Ababa, Ethiopia;
 - the Connectivity Africa initiative, which supports research and development and innovative uses of ICTs, particularly in education, health, and economic and community development, and which involves a number of African partners along with the International Development Research Centre and the Open Knowledge Network; and
 - the Enblis entrepreneurial network, a not-for-profit initiative led by the private sector, whose mandate is to support small and medium-sized African enterprises in their application of ICTs.

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ Canada has committed to doubling its investment in basic education in Africa to \$100 million a year by 2005. ■ More than \$35 million has been committed to help Africa bridge the digital divide. |
|--|

- Canada has committed an additional \$12 million to help the African Virtual University, based in Nairobi, Kenya, to expand its network of community learning centres and its distance-learning programs in disciplines relevant to NEPAD.

- Canada has also provided \$5 million for ICT-based commercial training initiatives in connection with Franconet, a network of French-speaking national Internet communities, and with technological institutions that focus on increasing Internet capacity, training, and access in 20 francophone countries in Africa.

Peace and security

NEPAD emphasizes that peace, security, and human rights are among the conditions necessary for sustainable development in Africa. Through NEPAD, African leaders undertook joint responsibility for specific obligations. Canada has also sought to reinforce African efforts in each of these areas.

- Canada has committed \$15 million to promote peace and security and build safer communities in West Africa. This initiative, undertaken in conjunction with the 15-member Economic Community of West African States, seeks to build capacity in three crucial areas: peace support operations, including peacekeeping; controlling the flow of small arms and light weapons; and policing. Canadian funding of the newly established Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre in Accra, Ghana, is supporting curriculum and faculty development.
- Canada has committed \$4 million to maintain peace and security through the newly formed African Union. This, too, reflects a priority objective of NEPAD. When arrangements are complete, the African Union will be better able to fulfil its conflict prevention and conflict resolution mandate — by strengthening its early-warning systems, mediation capacity, and ability to deploy observer missions and protect civilians in situations of armed conflict.
- Canada has also intensified its support for African efforts to achieve and consolidate peace. For example, special envoys named by the Minister of Foreign Affairs have been active in the search for peace in the Democratic Republic of the Congo and Sudan, and the Foreign Minister of Sudan made an official visit to Canada in May 2003 in connection with the peace process. Since 2002, Canada has also provided more than \$6.7 million for reconciliation processes, tribunals, and court systems in Sierra Leone and Rwanda, and more than \$17 million for peace building through the disarmament, demobilization and reintegration of former combatants; community-based initiatives involving women and children; and related child-protection work in Burundi, the Democratic Republic of the Congo, Côte d'Ivoire, Guinea, Nigeria, Sierra Leone, Somalia, Sudan, and Uganda. Canada also continues to support efforts to enhance African capacity for the physical and legal protection of civilians in armed conflict, including developing, with the United Nations High Commissioner for Refugees, a pilot project in Guinea to improve security in refugee camps.

- Canada has continued to provide leadership in addressing the issue of anti-personnel mines in Africa, the most mine-affected continent. In 2002, Canada contributed over \$3.3 million toward mine clearance, mine-risk education, and stockpile destruction initiatives in Angola, Chad, the Democratic Republic of the Congo, Eritrea, Ethiopia, Guinea-Bissau, Mauritania, Mozambique, Sudan, Tunisia, and Uganda. The February 2003 budget allocated \$72 million over the next five years to replenish the land mine fund for Africa and elsewhere. Canada also provided leadership within the group of G8 mine action ambassadors, which agreed to increase support for mine action in Africa. Canada is also encouraging other donors, including international financial institutions and multilateral development institutions, to increase funding for mine action in Africa and to incorporate mine action in their program strategies for African countries where landmines present an obstacle to development.
- Canada is fully implementing the Best Practices Guidelines on Small Arms Transfers, adopted in December 2002 by the Wassenaar Arrangement, an international government forum through which issues relating to conventional weapons are addressed. Canada will continue to press for implementing and strengthening relevant multilateral mechanisms. And it has supported African civil society participation in establishing national focal points to implement the Nairobi Declaration on the Problem of Illicit Small Arms and Light Weapons in the Great Lakes Region and the Horn of Africa.
- As part of the global effort to reduce trade in conflict diamonds, Canada implemented legislation in January 2003 to meet its Kimberley Process obligations to certify rough diamonds imported to or exported from Canadian territory.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ \$15 million has been committed to make communities in West Africa safer. ■ \$4 million has been committed to support the African Union's conflict prevention and resolution work. |
|---|

Aid effectiveness

In September 2002 Canada issued a new policy statement on strengthening aid effectiveness. The policy rests on key principles, such as local ownership, policy coherence, and results-based approaches. It also takes into account the key factors in the effective use of aid investments, such as governance, building capacity, and engaging civil society.

- Consistent with CIDA's policy on strengthening aid effectiveness, the Canadian government has identified nine countries-of-focus that will be eligible for additional development assistance as a result of increases in Canada's international assistance. Six of these are in Africa: Ethiopia, Ghana, Mali, Mozambique, Senegal, and Tanzania. These were selected from among lower-income countries with which Canada had an existing development-assistance relationship.
- In the G8 Africa Action Plan, G8 partners undertook to establish enhanced partnerships, which will go beyond development assistance, with African countries whose performance reflects the NEPAD principles, including political and financial commitments to good governance and the rule of law. Canada has undertaken to be informed by the results of this NEPAD African peer-review process and intends to defer decisions about enhanced partnerships until that review process has produced results.
- In 2002, Canada became the first development partner to include African participation in the peer-review assessment of its official development assistance, which is undertaken by the Development Assistance Committee of the Organisation for Economic Co-operation and Development, the principal forum of donor countries. African involvement in this review was in response to Africa's suggestion that the new partnership be based on shared responsibility, and mutual respect and accountability.
- To strengthen effectiveness, Canadian development assistance is being aligned with national poverty reduction strategies. Canada is making full use of new approaches to development assistance, such as direct budgetary support, sector-based assistance programs, simplified reporting systems, and strengthened country-led co-ordination. This effort will be supported by strategically strengthening the field presence and realigning headquarters and field resources to support program delivery.

The Evian G8 Summit

At the G8 Summit in Evian, France, in 2003, Africa will again be a central focus. Leaders will review progress on their Africa Action Plan and discuss how to sustain dialogue on NEPAD with African partners and major donors.

G8 leaders will also discuss issues relating to G8 Africa Action Plan commitments: improving access to essential medicines, promoting research on neglected diseases, and replenishing the Global Fund to Fight HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria; reducing agricultural subsidies and improving capacity to prevent or mitigate famine in Africa; measures to improve transparency in economic transactions involving natural resources; and steps to control the flow of small arms and light weapons. These issues relate to commitments in the G8 Africa Action Plan.

G8 leaders will also consider a joint G8–Africa plan to support Africa’s capacity to undertake peace support operations, which is a commitment of the G8 Africa Action Plan. Canada has played a leading role in drafting this plan.

The G8–NEPAD partnership is for the long term. So too, is Canada’s support for NEPAD. Since the Kananaskis Summit, Canada has made significant progress in implementing the commitments it made to the G8 Africa Action Plan. Canada remains committed to this new partnership in support of NEPAD and will continue to give government-wide priority to implementing the action plan.

Additional information on aspects of Canada’s progress in implementing its G8 Africa Action Plan commitments through the Canada Fund for Africa can be obtained from www.acdi-cida.gc.ca/canadafundforafrica.

Notes